



## 15ème législature

|  |  |   |
|--|--|---|
| <b>Question N° :</b><br>32057  | De <b>M. Bertrand Sorre</b> ( La République en Marche - Manche )                                   | <b>Question écrite</b>  |
| <b>Ministère interrogé</b> > Europe et affaires étrangères   |  | <b>Ministère attributaire</b> > Europe et affaires étrangères                                 |
| <b>Rubrique</b> >étrangers   | <b>Tête d'analyse</b> >Séjours sans visa des Britanniques ayant une résidence secondaire en France | <b>Analyse</b> > Séjours sans visa des Britanniques ayant une résidence secondaire en France. |
| Question publiée au JO le : <b>08/09/2020</b><br>Réponse publiée au JO le : <b>08/12/2020</b> page : <b>9004</b> |  |   |

### Texte de la question

M. Bertrand Sorre attire l'attention de M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur la situation des Britanniques possédant une résidence en France. Les Britanniques aiment la France et notamment le département de la Manche, où ils sont très nombreux à posséder une résidence secondaire qu'ils occupent plusieurs mois dans l'année. Leur intérêt pour la culture française, leur participation à la vie économique locale et leur implication dans la vie associative sont une chance pour les territoires ruraux. Dans le cadre du Brexit, après la période de transition, les Britanniques seront soumis aux règles des accords de Schengen et leur séjour ne pourra pas excéder 90 jours sur toute période de 180 jours, en l'absence de visa. C'est pourquoi M. le député relaie la demande de plusieurs familles britanniques d'étendre à 180 jours sur une durée de 360 jours la possibilité de séjourner en France sans visa. Ces mesures s'appliqueraient réciproquement pour les ressortissants Français séjournant au Royaume-Uni. Il lui demande quelle réponse est envisagée pour répondre à ces Britanniques, victimes collatérales d'une rupture qui compromet une habitude de vie, partagée entre le Royaume-Uni et la France.

### Texte de la réponse

Les citoyens de l'Union européenne (UE) résidant au Royaume-Uni et les ressortissants du Royaume-Uni résidant dans l'un des 27 États membres de l'UE à la fin de la période de transition sont protégés par l'accord de retrait signé entre l'UE et le Royaume-Uni. Cet accord de retrait prévoit notamment les droits liés au séjour, qui s'appuient sur des conditions identiques à celles énoncées dans la directive sur la libre circulation dans l'UE (directive 2004/38/CE). Conformément à l'accord de retrait, la France s'est engagée à préserver les droits des ressortissants britanniques résidant actuellement sur son territoire ou souhaitant s'y installer avant la fin de la période de transition. Selon leur situation, ces ressortissants obtiendront soit une carte de séjour permanent (s'ils étaient installés en France avant le 31 décembre 2020 et justifient avoir résidé régulièrement pendant 5 ans sur le territoire français), soit un titre d'une durée de 1 à 5 ans (s'ils étaient installés en France avant le 31 décembre 2020 et ont moins de 5 ans de présence sur le territoire français). Les membres de leur famille pourront également avoir accès à un titre de séjour. La demande de titre de séjour se fait en ligne, sur une plateforme du ministère de l'intérieur jusqu'au 1er juillet 2021. Les citoyens britanniques qui s'établiront en France après le 1er janvier 2021 ne relèveront pas de l'accord de retrait, sauf s'ils sont membres d'une famille dont le lien avec un ressortissant britannique titulaire d'un droit de séjour a été constitué avant le 1er janvier 2021 ou s'il s'agit d'enfants nés d'un tel ressortissant après le 31 décembre 2020. Les citoyens britanniques établis à compter du 1er janvier verront leur situation au

regard du séjour examinée dans le cadre des règles nationales de droit commun applicables aux ressortissants de pays tiers. Dans ces conditions, les ressortissants britanniques qui, à l'issue de la période de transition, souhaitent effectuer de longs séjours en France (au-delà de 90 jours sur toute période de 180 jours) devront solliciter un permis de séjour ou visa long séjour délivré par les autorités nationales. Il s'agit là de la conséquence mécanique du choix du peuple britannique de quitter l'UE. En revanche, une exemption est envisagée pour les courts séjours : après la période de transition, les ressortissants britanniques pourront continuer à effectuer en France des séjours dont la durée n'excède pas 90 jours sur une période de 180 jours, sans avoir à solliciter de visa ni de titre de séjour (sous réserve que le Royaume-Uni accorde réciproquement une exemption de visa de court séjour à tous les citoyens de l'UE).